

INSTITUTIONS

A gauche, la foire aux remèdes

Réforme De Manuel Valls à Jean-Luc Mélenchon en passant par Arnaud Montebourg, la question des dysfonctionnements de la V^e République sera l'un des thèmes de la présidentielle.

Par
LILIAN ALEMAGNA
et **JONATHAN**
BOUCHET-PETERSEN
Photo **EMMANUEL**
PIERROT

La V^e République va mal, le constat est de plus en plus partagé, jusqu'au sommet de l'Etat. Le système cultive un statu quo mortifère, au-delà du progrès constitué – mais toujours contesté – par l'encadrement du cumul des mandats en 2017. Alors que la commission Bartolone-Winock (1), du nom du président de l'Assemblée nationale et de l'historien, a mis sur la table 17 propositions souvent radicales (*lire ci-contre*), passage en revue non exhaustif des pistes en débat à gauche. La question institutionnelle pourrait en effet être un sujet majeur de la campagne présidentielle. Et dont François Hollande pourrait lui-même se saisir.

UN VOTE OBLIGATOIRE

Pour limiter l'abstention, affirmer l'idée d'un devoir citoyen, mais aussi donner plus de représentativité aux élus, l'instauration du vote obligatoire avec mise en place d'une amende revient régulièrement dans les débats (plus d'une douzaine de propositions de loi en quinze ans). À gauche, elle est notamment soutenue par Manuel Valls, le patron des députés PS, Bruno Le Roux, Jean-Luc Mélenchon ou l'écolo François de Rugy. Et elle ne manque pas non plus d'adeptes à droite. Sans succès pour l'instant. Nombre de ses opposants jugent que l'instauration de la proportionnelle pour les législatives serait une façon plus vertueuse de ramener des citoyens sur le chemin des bureaux de vote.

UN RÉFÉRENDUM GÉNÉRALISÉ

Référendum révocatoire, d'initiative populaire ou d'un genre plus



classique, ces types de consultations hors élection ont la cote. Les sondages, comme celui mis en place sur le site de l'Assemblée nationale (4319 réponses) en témoignent. Dans son discours de candidature à Frangy-en-Bresse, en Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg a ainsi proposé de «faire adopter par référendum, dès l'été 2017», sa «République nouvelle», affirmant que des «référendums d'initiative populaire seront instaurés». Lors de sa rentrée à Saint-Denis, Benoît Hamon a, lui, mis en avant le recours au «référendum révocatoire», au diapason de Mélenchon: «Il faut que le président

élu au suffrage universel soit responsable devant le Parlement et puisse être destitué soit par référendum révocatoire, soit par voie parlementaire.» Au PS, on en est plutôt à souhaiter étendre l'usage du référendum aux questions de société, et non plus seulement à des sujets institutionnels ou de politiques publiques (comme c'est le cas aujourd'hui), avec une Assemblée qui pourrait, à la majorité absolue, décider de proposer un texte. Quant au référendum d'initiative citoyenne (soutenu par la commission Bartolone-Winock), il serait soumis à un seuil de 2% du corps

électoral (environ 800 000 personnes). Mais pour éviter qu'ils ne deviennent des outils d'obstruction, un même électeur ne pourrait signer qu'une seule demande par an.

UN SEPTENNAT «SEC»

Déjà évoquée par Jacques Delors, en l'an 2000, l'idée progresse et fait partie des propositions de la commission Bartolone-Winock. Arnaud Montebourg, Cécile Duflot ou Matthias Fekl, tout comme Alain Juppé ou Bernard Accoyer dans le camp d'en face, préconisent eux aussi de revenir au septennat et de le rendre non renouvelable. Et

«Resserrer la chaîne républicaine et reconstruire un collectif»

Un mois avant un colloque organisé à l'Assemblée nationale auquel «Libération» s'est associé, nous publions un appel à «refaire la démocratie» de Claude Bartolone et Michel Winock, qui ont présidé en 2015 un groupe de travail sur l'avenir des institutions.

Le constat est connu et largement partagé : notre démocratie se porte mal. Trop de citoyens estiment que leur volonté n'est pas pleinement représentée et que la politique peine de plus en plus à agir sur le cours de leur vie et le destin collectif de leur nation. Alors que nos institutions, conçues en 1958, ont apporté, pendant plusieurs décennies, stabilité et efficacité à notre pays, elles n'ont pas été pensées pour répondre aux défis du nouveau monde dans lequel nous vivons : un monde marqué par la mondialisation, le terrorisme, le défi écologique, les mutations numériques, l'accélération des rythmes de vie, la médiatisation continue de la vie publique...

Alors que l'Europe vacille, que la société française n'a jamais été autant en proie aux doutes, aux fractures et aux angoisses identitaires, notre démocratie mérite plus que jamais un débat. Car elle est la condition première de tout projet collectif. Il ne s'agit nullement ici d'imputer à la Ve République tous les maux dont nous

souffrons, mais de tenter de trouver ensemble, face aux nouvelles conditions de vie, comment nous pouvons resserrer la chaîne républicaine et reconstruire un collectif. Or, comme le notait le philosophe Michaël Foessel, «*d'un des moyens fondamentaux pour que les citoyens s'intéressent à nouveau à un jeu auquel ils ne croient plus, c'est de leur donner la possibilité d'en récrire au moins partiellement les règles*». De cette idée est né le groupe de travail sur l'avenir des institutions. Composée d'autant de parlementaires de droite et de gauche que d'universitaires et de personnalités qualifiées (philosophe, historien, chercheur, juriste, syndicaliste, acteur du monde de l'entreprise...), cette commission a travaillé pendant près d'un an, procédant à plusieurs dizaines d'auditions, pour formuler au terme d'un rapport analysant de manière approfondie les racines de la crise démocratique que nous traversons, dix-sept propositions.

Par
CLAUDE BARTOLONE
Président de l'Assemblée nationale



et **MICHEL WINOCK**
Historien



TRIBUNE

Dix-sept propositions transpartisanes au service d'un seul objectif : revitaliser nos institutions en oxygénant notre démocratie. Parmi elles : l'instauration d'un septennat non renouvelable, la redéfinition des missions du président de la République et du Premier ministre, l'introduction d'un véritable référendum d'initiative citoyenne, la réduction du nombre de parlementaires et le renforcement de leurs moyens de contrôle et d'expertise, l'élection de la moitié des députés à la proportionnelle, le non-cumul des mandats dans le temps, le renforcement de l'indépendance et des moyens de la justice...

Ce ne sont bien évidemment que des propositions. Car ce rapport – intitulé «Refaire la démocratie», désormais disponible en libre accès à travers une nouvelle édition – a pour seule ambition, et elle est déjà grande, d'inviter chaque citoyen, chaque citoyenne, chaque responsable et formation politique à se saisir de cette question fondamentale, qu'est celle de l'avenir de notre démocratie. Dans cette perspective et à la suite de nos travaux, une consultation citoyenne a d'ailleurs été conduite : elle a recueilli l'avis de près de 5 000 de nos compatriotes, qui ont répondu à plus de 80 questions, dont les réponses sont publiées aujourd'hui. Le débat ne fait que commencer : les 6 et 7 octobre sont conviées à l'Assemblée nationale de nombreuses personnalités de droite et de gauche (1). Elles présenteront, dans la perspective des échéances électorales à venir, leur vision de nos institutions

Alors que la société française n'a jamais été autant en proie aux doutes et aux fractures, notre démocratie mérite plus que jamais un débat.

et les évolutions qu'elles doivent ou non, selon elles, connaître.

Parce que c'est le bon moment et le bon endroit. Le bon moment car la prochaine élection présidentielle doit être l'occasion de redéfinir ce que peut être un projet commun pour notre pays. Le bon endroit parce que l'Assemblée nationale est depuis 1789 et le Serment du jeu de Paume, le cœur battant de notre démocratie. De très nombreux responsables politiques ont d'ores et déjà répondu favorablement à notre invitation. Le président de la République, François Hollande, sera présent. Les anciens présidents Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing ont été également invités. Mais par-delà les hommes et les femmes politiques, ce sont tous les citoyens qui sont conviés à devenir les acteurs de ce débat qui appartient à chacun et chacune d'entre nous. Débattre de l'avenir de notre bien commun, pour «refaire la démocratie», telle est l'invitation qu'aujourd'hui nous adressons. ▶

(1) En partenariat avec Libération, LCP, France Inter, Sciences-Po, la revue Histoire, la Revue parlementaire et Gevipar.

Montebourg de souligner que «*la présidentielle étant devenue une obsession permanente, on ne travaille désormais dans chaque mandat que trois ans et demi, le reste du temps étant consacré soit à l'apprentissage du pouvoir, soit à la préparation de la nouvelle élection*». Au PS, on défend en premier lieu la réinversion du calendrier électoral (des législatives avant une présidentielle, et dans un temps dissocié). A Frangy, Montebourg a également plaidé pour une limitation du pouvoir de nomination du chef de l'Etat «*pour mettre fin aux mœurs monarchiques qui détruisent l'esprit républicain*».

UNE ASSEMBLÉE NATIONALE RENFORCÉE

Moins de députés mais plus de pouvoir, pour une Assemblée rendue davantage représentative par l'introduction d'une dose plus ou moins importante de proportionnelle. C'est la proposition de la commission la plus soutenue par les Français qui ont répondu à la consultation en ligne. Tel est le consensus qui semble se dégager à gauche alors que l'Assemblée, sous Sarkozy comme sous Hollande, a perdu le rapport de forces avec le pouvoir présidentiel. La question du renforcement de ses moyens de

contrôle et d'expertise de l'exécutif est aussi régulièrement posée. Dans le détail, Montebourg propose carrément de réduire le nombre de députés à 350 (contre 577 maximum aujourd'hui), dont 50 seraient élus à la proportionnelle intégrale. Il souhaite aussi que chaque ministre soit «*responsable individuellement*» devant la représentation nationale, laquelle «*pourrait le destituer à la majorité qualifiée, sans avoir à renverser l'ensemble du gouvernement*». Pour sa part, la commission Bartolone-Winock plaide pour l'élection de la moitié des députés à la proportionnelle et, comme par exemple Benoît Hamon et la plupart des responsables PS, elle défend l'instauration du non-cumul dans le temps, au-delà de celui qui entrera en vigueur en 2017. S'il n'y a pas de règle d'or en matière de réduction du nombre de députés, on évoque le plus souvent de descendre à 400-450. Notons qu'à droite, les quatre principaux candidats à la primaire y sont favorables. Tout comme Marine Le Pen et François Bayrou, d'ailleurs.

UN SÉNAT REPENSÉ

Régulièrement pointé du doigt pour sa dimension un peu anachronique et sa composition conservatrice, le Sénat fait l'objet de propositions

souvent radicales. Outre la réduction du nombre de ses membres (348 actuellement), la question de sa fusion avec le Conseil économique, social et environnemental (Cese) revient avec insistance, quand il ne s'agit pas de le transformer une bonne fois pour toutes en Chambre des élus locaux, qui n'aurait plus vocation à écrire la loi.

Comme souvent en matière institutionnelle, Montebourg est un de ceux qui poussent le curseur le plus loin, avec 200 sénateurs «*dont la moitié sera tirée au sort sur les listes électorales : un par département afin d'assurer l'entrée des citoyens dans le système politique comme ils le sont déjà dans les jurys des cours d'assises*». L'ancien ministre plaide pour un Sénat «*chambre de contrôle de l'argent public, des engagements publics, des promesses publiques, des services publics, des décisions européennes*». L'autre moitié des sénateurs, non tirée au sort, serait issue du Cese. Au Parti socialiste, on défend l'aménagement du mode de scrutin sénatorial, qu'il s'agirait de rééquilibrer en faveur des villes et des régions, et une généralisation de la proportionnelle pour en élire ses membres.

(1) Refaire la démocratie, dirigé par Claude Bartolone et Michel Winock, éditions Thierry Marchaisse.



france inter

patricia martin

le 6/9

du week-end

Retrouvez Laurent Joffrin et Alexis Brézet
chaque dimanche à 8h40,
dans Le Club des idées, animé par Laurence Luret,
en partenariat avec

